

Unité inter-départementale Gard-Lozère
89 RUE WEBER
CS 52002
30907 Nîmes
uid-30-48.dreal-occitanie@developpement-durable.gouv.fr

Nîmes, le 24/12/2024

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/11/2024

Contexte et constats

Publié sur 

CARRIERES DE PROVENCE

Les Escaravassons CASTILLON DU GARD
30210 Castillon-du-Gard

Références : 2024-12-643

Code AIOT : 0006600506

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/11/2024 dans l'établissement CARRIERES DE PROVENCE implanté Les Escaravassons CASTILLON DU GARD Coste Belle VERS PONT DU GARD 30210 Castillon-du-Gard.

La carrière de Provence fait l'objet d'une inspection au titre du plan pluriannuel de contrôle 2024

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERES DE PROVENCE
- Les Escaravassons CASTILLON DU GARD Coste Belle VERS PONT DU GARD 30210 Castillon-du-Gard
- Code AIOT : 0006600506 Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : Non IED

La SAS Carrières de Provence, exploite des pierres de taille de Provence. Cette dernière est située sur les communes de Castillon du Gard et de Vers Pont-du-Gard. Historiquement, les pierres ont servi à édifier le Pont du Gard.

La pierre extraite est de type calcaire à gros grain et présente une couleur ocre.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
1	Registre et plans	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 15	Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant	2 Mois
2	Consistance des installations classées	Arrêté Préfectoral du 15/12/2016, article 1.4	Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant	2 Mois
3	Prévention des pollutions atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 15/12/2016, article 4.2	Demande d'action corrective	2 Mois
7	Pollutions des eaux	Arrêté Préfectoral du 15/12/2024, article 3.4	Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant	2 Mois
10	Réhabilitation du site	Arrêté Préfectoral du 15/12/2016, article 7.4	Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant	2 Mois
11	Plan de gestion des déchets	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16bis	Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant	2 Mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Protection de la ressource en eau	Arrêté Préfectoral du 15/12/2016, article 3.1	
5	Rejet eaux	Arrêté Préfectoral du 15/12/2016, article 3.2	
6	Eaux de ruissellement	Autre du 15/12/2024, article 3.3	
8	Limitation des niveaux de bruit	Arrêté Préfectoral du 15/12/2016, article 6.2.2	
9	Limitation des niveaux de bruit	Arrêté Préfectoral du 15/12/2024, article 6.3	


2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a mis en évidence :


- l'absence de mise à jour du plan d'exploitation
- l'absence de justification du respect de la superficie de la zone en cours d'exploitation
- Le non respect de l'obligation de procéder à l'arrosage des poussières et des pistes en cas de temps sec et venteux
- l'absence des justificatifs de suivi des engins, de la formation des agents et de la mise en place d'un dispositif d'alerte en cas de rejet accidentel important
- l'absence de mise à jour du plan de réaménagement, du plan de phasage et des garanties financières
- l'absence de mise à jour du plan matérialisant la zone de stockage des déchets annexé au plan de gestion des déchets

2-4) Fiches de constats


N° 1 : Registre et plans

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 15
Thème(s) : Autre - Registre et plan de carrières à ciel ouvert
Prescription contrôlée : Pour chaque carrière à ciel ouvert est établi un plan d'échelle adapté à sa superficie. Sur ce plan sont reportés : <ul style="list-style-type: none">• les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;• les bords de la fouille ;• les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;• les zones remises en état ;• la position des ouvrages visés à l'article 14-1 ci-dessus et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales. Ce plan est mis à jour au moins une fois par an.
Constats : L'exploitant a présenté des plans d'exploitation datant de 2013 et de 2020 et ne comprenant pas les données suivantes: <ul style="list-style-type: none">• les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;• les bords de la fouille ;• les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;• les zones remises en état ;• la bande des 10m
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant est tenu de mettre son plan d'exploitation à jour conformément à l'article 15 de l'arrêté ministériel précité et le transmettre à l'inspection.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 Mois


N° 2 : Consistance des installations classées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/12/2016, article 1.4
Thème(s) : Situation administrative - Caractéristiques de l'installation
Prescription contrôlée : [...]Les caractéristiques de l'exploitation autorisée sont les suivantes sous réserve des prescriptions mentionnées à l'article 1.8 du présent arrêté: tonnages moyens annuels à extraire : 34 000t tonnages maximum annuels à extraire : 51 000t superficie totale de l'ensemble des terrains concernés : 11ha 52a 32ca dont superficie de la zone à exploiter : 6ha substances pour lesquelles l'autorisation est accordée : calcaire Modalités d'extraction : haveuses horizontales et verticales, perforatrices, chargeurs Côte de fond finale : 67m NGF (avant réaménagement). Il n'y aura pas de stockage d'hydrocarbures sur le site. [...] Il n'y a pas de stockage de stériles sur le site. La zone de transit de matériaux extraits (blocs de pierre) est située sur la commune de Castillon du Gard
Constats : Pour l'année 2023, l'exploitant a déclaré un tonnage s'élevant à 3893 tonnes respectant ainsi le tonnage maximum. Cette baisse du rythme d'exploitation s'explique par le volume conséquent de matériaux à traiter issus de l'extraction des années antérieures. L'exploitant n'a pas pu justifier du respect de la superficie de la zone en cours d'exploitation.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il appartient à l'exploitant de justifier du respect de la superficie des zones en cours d'exploitation.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 Mois


N° 3 : Prévention des pollutions atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/12/2016, article 4.2
Thème(s) : Risques chroniques - Emissions et envols de poussières
Prescription contrôlée : Notamment les dispositions suivantes sont prévues pour limiter les envols de poussières, conformément aux normes et réglementations en vigueur: <ul style="list-style-type: none">• activité de jour, entre 7h et 17h du lundi au vendredi, hors week-end et jour fériés,• limitation de la vitesse à 30km/h sur la carrière et les pistes;• mode d'exploitation par enfoncement progressif des fosses limitant les émissions de poussières;• entretien préventif et régulier du matériel et des engins;• arrosage en cas de temps sec et venté (abattage poussières)• pas de stockage de stérile sur le site• maîtrise de la technique de sciage limitant la génération de poussières
Constats : L'exploitant a déclaré ne pas procéder à l'arrosage des poussières car les campagnes d'exploitation ne sont pas fréquentes L'inspection n'a pas observé de manquement sur les autres dispositions.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection rappelle à l'exploitant qu'il lui appartient de procéder à l'arrosage des poussières en cas de temps sec et venteux lors des campagnes d'exploitation conformément à la prescription contrôlée.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 Mois


N° 4 : Protection de la ressource en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/12/2016, article 3.1
Thème(s) : Autre - Prélèvement et consommation d'eau
Prescription contrôlée : Les besoins en eau pour le fonctionnement de la carrière comprennent: <ul style="list-style-type: none">• l'arrosage des voies de circulation et de la zone d'extraction par citerne mobile ;• les besoins du personnel <p>L'approvisionnement en eau du personnel sur la carrière se fera par distribution de bouteilles d'eau minérale.</p> <p>L'eau utilisée pour l'arrosage par citerne mobile et au niveau des asperseurs présents au niveau de la piste d'accès aux fosses 2 et 3 et à la plate forme de stockage des blocs proviendra de la citerne de stockage d'eau d'une capacité de 10 000l.</p>
Constats : L'inspection n'a pas relevé de manquement relatif à la prescription contrôlée.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :


N° 5 : Rejet eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/12/2016, article 3.2
Thème(s) : Risques chroniques - Aménagement des points de rejets
Prescription contrôlée : Il n'y a pas de rejet d'eau sur le site. Le rejet d'eaux dans la nappe souterraine direct ou indirect est interdit.
Constats : L'inspection n'a pas observé de manquement relatif à la prescription contrôlée.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :


N° 6 : Eaux de ruissellement

Référence réglementaire : Autre du 15/12/2024, article 3.3
Thème(s) : Risques chroniques - Eaux de pluie
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes dispositions nécessaires pour que les eaux pluviales et de ruissellement ne soient pas affectées par son activité
Constats : Les eaux de ruissellement restent sur le carreau de la carrière. L'exploitant a déclaré que lors des campagnes d'exploitation, les fines sont assemblées en tas et collectées pour être mélangées aux remblais afin de niveler les pistes en mauvais état.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :


N° 7 : Pollutions des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/12/2024, article 3.4
Thème(s) : Risques chroniques - Mesures prises pour prévenir la pollution des eaux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le site est complètement fermé (mise en place d'une clôture ou merlon ou portails) pour éviter les dépôts intempestifs, sources potentielles de pollution.</p> <p>Les dispositions prises pour éviter la pollution des eaux souterraines dans le cadre de l'exploitation sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">• clôture du site avec les blocs : accès interdit aux personnes étrangères à l'activité,• approvisionnement en carburant, entretien et stockage des engins sur le site voisin de la SOC (Groupe carrières de provence - mutualisation des activités),• vérification et entretien régulier du matériel et des engins,• pas d'apport des matériaux extérieurs au site dans le cadre du réaménagement,• prévention des eaux souterraines et la protection de la ressource• moyens d'intervention en cas de pollution : feuilles absorbantes et kit anti-pollution <p>En outre, un dispositif d'alerte en cas de rejet accidentel important est mis en œuvre qui doit intégrer l'information des exploitants des captages environnants ainsi que de l'ARS.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté une fiche d'entretien des engins non datée et non signée. Il a déclaré avoir formé les employés à l'utilisation des kits anti-pollution mais n'a pas apporté le justificatif idoine.</p> <p>L'exploitant n'a pas présenté à l'inspection le dispositif d'alerte à mettre en œuvre en cas de rejet accidentel.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il appartient à l'exploitant de tenir à jour les justificatifs de suivi et d'entretien des engins, de justifier de la formation des employés à l'utilisation des kits anti-pollution et de mettre en place le dispositif d'alerte conformément à l'article 3.4 susvisé.</p>
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 Mois


N° 8 : Limitation des niveaux de bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/12/2016, article 6.2.2
Thème(s) : Risques chroniques - Valeurs limites de bruit
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Les émissions sonores ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones où celles-ci sont réglementées :</p> <p>niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement : supérieur à 35dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)</p> <p>: supérieur à 45dB(A)</p> <p>Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h sauf dimanches et jours fériés</p> <p>: 6 dB(A)</p> <p>: 5dB(A)</p> <p>Les émissions sonores des installations ne doivent pas dépasser les niveaux de bruit admissibles en limite de propriété fixés à 70dB(A).</p> <p>les différents niveaux de bruits sont appréciés par le niveau de pression continu équivalent pondéré Laeq.</p> <p>L'évaluation de ce niveau doit se faire sur une durée représentative du fonctionnement le plus bruyant des installations.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté à l'inspection le dernier rapport de mesure de bruit daté de 2023 dont les résultats sont conformes.</p>
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :


N° 9 : Limitation des niveaux de bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/12/2024, article 6.3
Thème(s) : Risques chroniques - Autocontrôle des niveaux sonores
Prescription contrôlée : Un contrôle des niveaux sonores est effectué par un cabinet habilité dès l'ouverture de la carrière pour mesurer l'impact acoustique de la carrière chez les riverains aux différentes phases de l'activité. En cas de dépassement des seuils de niveaux sonores, des dispositions sont prises par l'exploitant pour respecter la réglementation. Des mesures de niveaux sonores sont effectuées par un cabinet habilité tous les 4 ans au niveau des points de mesures 4 (ZER quartier Coste belle) et 5 (ZER du Mas de Sequier) et d'un point en limite de la fosse en exploitation au moment des mesures (1.2 ou 3) mentionnés sur le plan joint en annexe II.
Constats : L'exploitant a présenté à l'inspection le dernier rapport de mesure de bruit daté de 2023 dont les résultats sont conformes.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :

N° 10 : Réhabilitation du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/12/2016, article 7.4
Thème(s) : Autre - Remise en état
Prescription contrôlée : Le développement dans le temps des travaux de réhabilitation est fixé selon le schéma d'exploitation et de remise en état prévu dans le dossier de demande d'autorisation joint en annexe IV à IX et en annexes XVI et XVII; Le montant des garanties permet d'assurer la remise en état de la carrière en fin d'exploitation (annexe X et XV) Les opérations de remise en état prévues à l'échéance sont terminées au plus tard six mois avant l'échéance de cette phase considérée.
Constats : L'exploitation est actuellement en deuxième phase quinquennale. L'exploitant a déclaré être en avance sur son phasage car la zone est de la fosse 2' est inexploitable et est en cours de réaménagement. Or, le plan de phasage annexé à l'arrêté préfectoral susvisé prévoit un réaménagement pour cette zone en quatrième phase quinquennale. De plus, le plan de phasage de l'exploitation et de réaménagement réalisé par ATDx et présenté par l'exploitant n'est pas actualisé, il date du 27 août 2013.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il appartient à l'exploitant de mettre à jour le plan de réaménagement, les plans de phasage avec les zones réaménagées et en cours de réaménagement ainsi que le montant actualisé des garanties financières avec l'indice TP 01 en vigueur.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 Mois

N° 11 : Plan de gestion des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16bis
Thème(s) : Autre - PGD
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation, et a pour objectif de réduire la quantité de déchets en favorisant la valorisation matière, et de minimiser les effets nocifs en tenant compte de la gestion des déchets dès la phase de conception et lors du choix de la méthode d'extraction et de traitement des minéraux.</p> <p>Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">-la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;-le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ;-la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;-en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;-la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;-le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ;-les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;-en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ;-une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à la zone de stockage de déchets ;-les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux zones de stockage de déchets d'extraction. <p>Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté à l'inspection un plan de gestion des déchets daté du 20/11/2024, le plan matérialisant la zone de stockage des déchets réalisé par ATDx n'est pas actualisé car il date du 27 août 2013.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit mettre à jour son plan de gestion conformément à l'article 16 bis de l'arrêté ministériel susvisé.</p>
<p>Respect de la prescription : </p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant</p>

Proposition de délais : 2 Mois